

Services d'intérêt général : Effervescence de fin de mandat ?

Sans s'arrêter à l'échec des négociations du Conseil européen du 12 décembre sur le projet de Constitution (voir ci-dessous), il convient de remarquer que les discussions et les initiatives vont bon train sur les SIG.

La Conférence intergouvernementale (CIG) a examiné une nouvelle rédaction de l'article III-6, légèrement modifiée par rapport à celle adoptée par la Convention (voir bulletin 133). Celle-ci intègre, en début d'article, la référence à l'article 1-5 qui, lui-même, porte sur le respect par l'Union des "structures fondamentales politiques et constitutionnelles [des Etats membres], y compris en ce qui concerne l'autonomie locale et régionale". A la fin, l'article III-6 est complété par le membre de phrase "sans préjudice du pouvoir qu'ont les Etats membres, dans le respect de la Constitution, de fournir et de faire exécuter et de financer ces services". Ainsi, la CIG a reconnu le principe de libre administration des collectivités locales et fait de la possibilité de fournir elles-mêmes des services d'intérêt économique général, un principe constitutionnel. Une telle précision est importante car elle permet de concrétiser le principe de subsidiarité sur le plan des compétences respectives de l'Union et des Etats membres pour les SIG. Elle justifie encore plus la nécessité d'un texte législatif transversal qui articulerait droit de la concurrence et droit des services d'intérêt général, faute de quoi le principe de subsidiarité ne résistera pas à la logique de la concurrence.

La Commission poursuit ses réflexions. La synthèse des contributions au Livre vert sur "Les SIG en Europe" devrait sortir au printemps 2004 sous forme d'un Livre blanc, après l'avis du Parlement qui n'interviendra qu'à la mi-janvier. Afin de clarifier les interprétations possibles de l'arrêt Altmark sur les compensations des obligations de service public aux SIG, elle envisage de publier en début d'année prochaine, des lignes directrices et, après consultation des Etats membres, de proposer une décision sur la base de l'article 86-3 actuel. Cette procédure n'est pas acceptable, car elle écarte le Parlement et le Conseil. Or le sujet est éminemment politique et sensible tant auprès des Etats, des collectivités locales, des syndicats et ONG, que des citoyens. De son côté, le Parlement poursuit ses délibérations sur le projet de rapport de Philippe Herzog, en particulier sur le besoin de directive-cadre, la compatibilité entre les SIG et le marché (et la concurrence), les garanties et la diversité des formes de financement et d'organisation, l'évaluation démocratique, pluraliste et indépendante par rapport à la Commission. Les futures présidences irlandaise (1^{er} janvier 2004) et néerlandaise (1^{er} juillet 2004) ont inscrit dans leurs priorités le projet de règlement sur les obligations de service public dans les transports terrestres, en attente depuis plus d'un an.

Cet ensemble d'éléments, parfois contradictoires, illustre bien la complexité, la sensibilité et les enjeux des débats sur les SIG. La CES (FSESP) et le CESE viennent de rappeler leurs demandes de directive-cadre (voir ci-dessous). Pour sa part, le CELSIG travaille à la mise en forme de ce que pourrait contenir un projet de loi européenne .../..

Services of general interest : End of mandate agitations ?

Notwithstanding the failure of negotiations at the European Council of 12th December 2003, on the draft of the European Constitution (see below), discussions and initiatives on SGI are going on unabated.

The Intergovernmental Conference (IGC) examined a new version of article III-6, slightly modified from that adopted by the Convention (see bulletin 133). It starts by making reference to article 1-5, which concerns the respect by the Union of the "political and constitutional fundamental structures [of Member States], including local and regional autonomy. At the end, article III-6 ends with the following sentence clause "without prejudice to the power of Member States and in the respect of the Constitution, to provide and ensure the implementation and the funding of these services". Thus the IGC acknowledged the principle of free administration of local communities and makes the possibility for these communities to provide themselves services of general economic interest, a constitutional principle. Such precision is important, for, it allows the concrete application of the principle of subsidiarity at respective levels of competences on SGI, between the Union and Member States. It, further, justifies the necessity of a transversal legislative text which would link together competition law and services of general interest law without which the principle of subsidiarity will not stand up against the forces of competition.

The Commission is continuing its reflections. The summary of contributions to the Green Paper on "SGI in Europe" is expected to be published in Spring 2004, in the form of a White Paper, after the Parliament's decision on the subject, whose announcement is not expected before mid-January. In order to clarify possible interpretations of the Almark ruling on compensations to SGEI for of public service obligations, it plans to announce, early next year, some guidelines and, after consultation with Member States, to propose a decision based on the current article 86-3. Such a procedure is unacceptable for, it leaves aside both the Parliament and the Council. It should be pointed out that the subject is highly political and highly sensitive to Member States, local authorities, unions and NGOs just as well as to citizens. On its part, the Parliament is continuing its discussions on the report by Philippe Herzog, in particular on, the need for a framework directive, compatibility between SGI and the market (and competition), guarantees for the diversity in funding and organisation forms and a democratic, pluralist and independent evaluation with regard to the Commission. The coming Presidencies, Irish (1st January 2004) and Dutch (1st July 2004) are including in their priorities the regulation draft on the obligations of public service in ground transports which has been pending for over a year.

This set of factors, sometimes quite contradictory, illustrates the complexity, the sensitivity and the stakes of debates on SGI. The ETUC (EPSU) and the EESC have recalled their demand for a framework directive (see below). On its part, CELSIG is working on the presentation of what a European bill could contain .../..

(ou directive cadre) espérant ainsi démontrer l'utilité d'un tel texte pour sortir de l'imbricatio actuel et ancrer le fait que les SIG sont un élément constitutif de la civilisation européenne et du modèle social européen, qu'ils participent à l'effectivité des droits fondamentaux, qu'ils sont facteur de cohésion sociale, économique et territoriale.

J-C. Boual, P. Bauby, K. Varin

Conseil européen de Bruxelles

On retiendra du Conseil européen du 12 décembre 2003 :

♦ **Constitution** : "Il n'a pas été possible pour la Conférence intergouvernementale de parvenir, à ce stade à un accord global sur un projet de traité constitutionnel" constate la présidence italienne dans ses conclusions et "la présidence irlandaise est invitée, sur la base de consultations, à évaluer les possibilités de progresser et à faire rapport au Conseil européen en mars [prochain]".

♦ **Croissance - emploi** : Dans le cadre de l'initiative européenne pour la croissance, le Conseil a arrêté une liste de 56 projets d'investissement dans les infrastructures et la connaissance susceptibles d'être lancés dans un délai de trois ans pour un montant de 62 milliards d'euros (38 pour les transports, 14 pour la recherche, la communication et le développement, 10 pour l'énergie).

♦ **Sommet social tripartite extraordinaire** : Le Conseil s'est félicité des résultats du Sommet social extraordinaire, le 11 décembre précédent, qui a adopté une déclaration dans laquelle les partenaires suggèrent un ensemble de mesures pour améliorer l'activité économique. "Le Conseil européen souligne que [...] il faut satisfaire aux quatre exigences essentielles suivantes : accroître la capacité d'adaptation des travailleurs aux entreprises ; attirer davantage de personnes sur le marché du travail ; investir d'une manière toujours plus efficace dans le capital humain ; assurer une mise en œuvre effective des réformes en améliorant la gouvernance".

Services d'intérêt général

♦ **Le Comité économique et social (CESE)** a adopté, le 11 décembre dernier, son "avis sur le "Livre vert sur les SIG". Le CESE, notamment : rappelle sa demande qu'une directive cadre soit adoptée ; apporte des précisions sur certains points comme la subsidiarité, la légalisation sectorielle/un cadre juridique général, services économiques/non économiques, l'évaluation ou le financement.

♦ **Syndicats** : La Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP/CES) a adopté, le 26 novembre dernier, une résolution sur "Les services publics : une composante essentielle du modèle social européen". Cette résolution "soutient l'élaboration d'une directive cadre sur les SIEG [...] en vue de renforcer une économie de marché socialement équilibrée"; estime que "un cadre horizontal pourrait constituer un instrument adéquat pour définir les méthodes de réglementation, de supervision et de contrôle".

♦ **Régions** : A l'issue de ses Etats généraux, les 27 et 28 novembre dernier, l'Assemblée des régions d'Europe (ARE) a adopté une déclaration dans laquelle, notamment, elle appelle "à respecter, sur la base des principes de subsidiarité et de diversité culturelle, le droit des autorités locales et régionales à fournir, commissionner et financer les services d'intérêt général".

(or framework directive), hoping to show the usefulness of such a text in getting out of the current imbricatio and anchor the fact that SGI form a constituting element of the European civilisation and of the European social model, that they contribute in rendering fundamental rights effective and that they constitute a factor for social, economic and territorial cohesion.

J-C. Boual, P. Bauby, K. Varin

European Council of Brussels

From the European Council of 12th December 2003, we note following:

♦ **Constitution**: "It has not been possible, at this stage, for the Intergovernmental Conference to reach a global agreement on the draft of the Constitutional Treaty" observes the Italian Presidency and, "the Irish Presidency, is asked to conduct consultations to assess the possibility for progress and to submit a report to the European Council in March [2004]"

♦ **Growth - employment**: within the framework of the European initiative for growth, the Council has drawn up a list of 56 projects for investments in infrastructures and knowledge, which could be launched within three years, at a cost of 62 billion euros (38 transports, 14 research, communication and development and 10 energy).

♦ **The Extraordinary tripartite Social Summit**: The Council is pleased with the results of the extraordinary Social Summit of 11th December 2003, which adopted a declaration in which partners propose a series of measures aimed to improve the economic activity "The European Council stresses that [...]four requirements should be met: rising the adaptation capacity of workers to companies; attracting more people to the labour market; investing more efficiently in human resources; ensuring effective implementation of reforms by improving governance"

Services of general interest

♦ **The European Economic and Social Committee (EESC)**, on 11th December 2003 adopted its "opinion on the "Green Paper on SGI"". In particular, EESC recalls its demand for the adoption of a framework directive; brings clarifications on certain points such as subsidiarity, sector based legislation/a general legal framework; economic/non economic services, evaluation and funding.

♦ **Unions**: the European Federation of Public Service Unions (EPSU/ETUC), on 26 November 2003, adopted a resolution on "Public Services": an essential component of the European Social model". This resolution "supports the setting up of a framework directive on SGEI [...] with the aim to reinforce a socially balanced market economy"; considers that "a horizontal framework could constitute a proper tool for defining methods of regulation supervision and verification".

♦ **Regions**: At the end of its General Meeting held on 27th and 28th November 2003, the Assembly of European Regions (AER) adopted a declaration in which it is, in particular, calling for "the respect, in the name of subsidiarity and cultural diversity, of the right for local and regional authorities to provide, commission and finance services of general interest."

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.